



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

# Médiarama

Jeudi 9 mai 2013  
Numéro 333

Mediaramaliban@gmail.com

www.mediaramalb.wordpress.com

## Titres des journaux

As Safir (nationaliste arabe)

*Cabinet et loi électorale: le sprint de la dernière semaine*

An Nahar (proche du 14-Mars)

*L'opposition attachée au départ d'Assad comme condition au dialogue. Washington ne le voit pas comme partie de l'avenir de la Syrie*

Al Akhbar (quotidien libanais de gauche)

*Assad: nous nous transformerons en Etat résistant*

Al Joumhouria (propriété d'Elias Murr)

*Washington insiste pour le départ d'Assad*

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

*Syrie: un espoir tenu sur fond de violences accrues*

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

*Washington: notre politique n'a pas changé, Assad doit partir*

Al Balad (quotidien libanais indépendant)

*Berry pilonne le centrisme et sacrifie le projet orthodoxe sur l'autel de la prorogation*

Al Hayat (quotidien à capitaux saoudiens)

*Les espoirs d'une solution politique renaissent... Obama insiste pour écarter Assad*

## L'événement

### **Cabinet, élections: dernières manœuvres avant l'heure de vérité**

Les tractations autour des dossiers épineux de la formation du gouvernement et de l'élaboration d'une loi électorale consensuelle sont entrées dans le sprint final. Au sujet du gouvernement, les milieux du Premier ministre désigné et du 14-Mars font circuler des informations sur l'intention de M. Tammam Salam de former un gouvernement avant le 15 mai, qui marque le début du compte à rebours pour la question électorale. Selon ces milieux, M. Salam annoncerait un gouvernement de «fait accompli», si d'ici là aucun accord n'est trouvé avec le 8-Mars et le Courant patriotique libre sur la répartition des parts et des portefeuilles ministériels. Or sur ce plan, le président du Parlement, Nabih Berry, a mis les points sur les «i», mercredi, rejetant implicitement la formule 8-8-8, proposée par M. Salam, et critiquant les pseudo-centristes qui sont en fait issus ou proches du 14-Mars. Pour le 8-Mars et le CPL, une telle formule équivaut à donner le gouvernement au 14-Mars, alors que le 8-Mars y ferait de la figuration. Car M. Salam et M. Walid Joumblatt sont comptés parmi les centristes, alors que le premier a clairement déclaré qu'il était le candidat du 14-Mars, tandis que le second est proche de cette coalition sur presque tous les dossiers internes et régionaux.

Pour le 8-Mars, les informations sur l'annonce d'un gouvernement du «fait accompli» s'inscrivent dans le cadre des pressions de dernière minute pour tenter d'obtenir des concessions. Mais le 8-Mars et le CPL ont clairement affirmé qu'ils ne sont pas disposés à rééditer l'expérience du gouvernement de Fouad Siniora, en 2005, qui s'est terminée par le retrait de l'Exécutif de l'une des principales composantes sociopolitiques du pays, et une monopolisation du pouvoir par le 14-Mars.

Si l'objectif de M. Salam est de former un gouvernement du fait accompli qui n'obtiendrait pas la confiance au Parlement mais deviendrait, de fait, un gouvernement d'expédition des affaires courantes, la manœuvre risque de se transformer en crise politique ouverte. Car le 8-Mars et le CPL, jugeant cette mesure anticonstitutionnelle, pourrait refuser de remettre les ministères qu'ils dirigent aux nouveaux ministres.

Sur le plan électoral, en convoquant une séance parlementaire le 15 mai, M. Berry met en œuvre le scénario qu'il a déjà annoncé. Soit un accord est conclu sur une loi consensuelle entre le 15 et le 18 mai, soit la Chambre est appelée à voter le seul texte qui est inscrit à son ordre du jour: le projet orthodoxe. Le Courant du futur a réitéré ses menaces de se retirer de toute séance parlementaire consacrée au vote de ce texte, dans une tentative de priver le projet orthodoxe de son caractère national.

Des sources informées n'excluent pas un accord de dernière minute qui porterait sur l'introduction d'amendements à la loi de 1960 permettant de «libérer» une grande partie des sièges chrétiens aujourd'hui tributaire du vote musulman. N'empêche que quel que soit le scénario, les élections ne pourront pas être organisées en juin.

## Al Akhbar

*Elie Chalhoub, journaliste libanais indépendant*

Un immense sentiment de satisfaction traverse le commandement syrien car «le monde est en train de changer clairement à cause de l'inquiétude suscitée par l'extrémisme musulman et les takfiris». Les dirigeants syriens pensent avoir tiré profit de nombreux facteurs: le raid israélien, Al-Qaïda et le Front al-Nosra, la rivalité saoudo-qatari, l'ottomanisme qui a marqué le comportement de la Turquie. L'opposition s'est divisée entre ceux qui courent après l'argent qatari et ceux qui sollicitent l'argent saoudien. «Tout cela a prouvé aux yeux de tous qu'il ne peut y avoir de substitut à l'Etat syrien», précisent des sources des visiteurs de Damas, qui rapportent les propos suivants du président Bachar al-Assad: «La Syrie aurait pu facilement donner satisfaction à son peuple, calmer les esprits et faire plaisir à ses alliés, en tirant quelques missiles sur Israël pour riposter aux raids israéliens. Damas sait qu'Israël ne veut pas la guerre. D'ailleurs, l'équation internationale ne permet pas l'éclatement d'une guerre dont l'Etat hébreu et l'Amérique ne veulent pas. En tirant quelques missiles, nous aurions obtenu une vengeance tactique, alors que nous voulons une vengeance stratégique, en ouvrant les portes à la résistance et en transformant la Syrie toute entière en pays résistant. Après les raids, nous sommes convaincus que nous combattons l'ennemi et que nous pourchassons ses soldats dans notre pays.»

Ces mêmes visiteurs ajoutent que «le président Assad affiche une grande confiance et une satisfaction et a une immense gratitude envers le Hezbollah, son rationalisme, sa solidité et sa loyauté.» «Aussi, avons-nous décidé de tout lui donner, poursuit le chef de l'Etat syrien selon ses visiteurs. Pour la première fois, nous sentons que nous vivons avec le Hezbollah une communauté de destin. Il n'est pas seulement un allié mais un suppléant que nous aidons dans sa résistance. Aussi, avons-nous décidé de faire un pas en sa direction et nous transformer en Etat résistant à l'instar du Hezbollah. Pour la Syrie et pour les générations futures».

Par ailleurs, un haut responsable syrien a qualifié la Turquie d'«Etat menteur en qui on ne peut avoir confiance. Même au sujet de l'accord conclu entre les Turcs et les Kurdes, nous pensons qu'il ne sera pas mis en œuvre. De toute façon, il y a un différend entre l'armée turque et le Parti de la justice et du développement au sujet de cet accord.»

## Al Joumhouria

L'Armée libanaise a démantelé pendant les fêtes un dangereux réseau terroriste dont l'objectif était d'exécuter des actes criminels pour saper la sécurité et la stabilité du pays. La cellule était composée de quatre individus, libanais et syriens, qui sont actuellement interrogés par les services de renseignements militaires, qui les ont arrêtés à Beyrouth à l'issue d'une longue surveillance.

Des sources de sécurité qui suivent l'enquête ont rapporté que la mission de cette cellule était de mener des opérations terroristes contre des casernes de l'Armée libanaise, en coopération avec des éléments terroristes du Front al-Nosra basés dans le camp palestinien d'Aïn el-Héloué.

L'enquête a montré que les membres de la cellule projetaient de rééditer le scénario des assassinats, comme ceux qu'a connus le Liban ces dernières années. Une série d'hommes politiques et de responsables sécuritaires figurait sur la liste des cibles de ce groupe dans le but de provoquer des troubles dans la rue chrétienne et musulmane.

Les mêmes sources ajoutent que les éléments terroristes résident à Aïn el-Héloué, à Tripoli et dans la haute montagne de Ersal, et s'employaient à fonder une branche d'al-Nosra dans le camp. Ils ont commencé d'ailleurs les entraînements militaires pour réactiver l'aile militaire d'Al-Qaïda en structurant des groupes adoués par l'organisation-mère.

## ILS ONT DIT...

**Gebrane Bassil, ministre libanais de l'Energie (CPL)**

«**Pour le Courant patriotique** libre, le meilleur, c'est l'adoption du projet orthodoxe, le pire, la prorogation du mandat du Parlement. Entre les deux, il y a d'autres choix, mais le CPL participera aux élections quelle que soit la loi. Ma rencontre avec Samir Geagea n'a pas eu lieu pour la forme, ni dans une circonstance particulière. Elle va beaucoup plus loin et elle est dictée par la conscience d'un danger intérieur programmé et extérieur visible, avec l'enlèvement des deux évêques et les attaques contre les églises. La lutte contre ce danger n'est pas dans le repli sur soi, mais dans l'ouverture sur la base de l'obtention de nos droits. Nous souhaitons préserver le Liban dans sa double composante chrétienne et musulmane, et nous avons besoin d'être rassurés par nos partenaires musulmans. La loi électorale est un des moyens essentiels pour confirmer la présence chrétienne et la véritable participation. C'est donc ce sujet qui a poussé à la tenue de la rencontre de Meerab.

**Fouad Siniora, ancien Premier ministre libanais (14-Mars)**

«**Il sera difficile de former un** gouvernement avec des partis dont des membres se battent en territoire syrien. Les développements militaires et sécuritaires en cours en Syrie constituent pour nous et pour le peuple libanais la source d'inquiétude principale en raison de l'implication importante et déclarée du Hezbollah dans les combats en cours pour protéger le régime tyrannique face à son peuple. La participation massive du Hezbollah dans ces combats constitue une source de grand danger pour le Liban et le peuple libanais à cette étape.

## **Poutine veut prévenir de nouvelles guerres**

*La Russie fera tout pour sauvegarder la paix sur la planète et pour éviter de nouvelles guerres, a déclaré jeudi le président russe Vladimir Poutine lors du défilé militaire à Moscou à l'occasion du 68<sup>ème</sup> anniversaire de la Victoire dans la Grande guerre patriotique de 1941-1945. «Nous nous rappelons ce que signifie la tragédie de la guerre et ferons tout pour que personne et rien n'ose la déchaîner de nouveau, ne menace nos enfants, notre Patrie. Nous ferons tout pour renforcer la sécurité sur notre planète», a indiqué le chef de l'Etat russe. Selon lui, la victoire remportée par l'Armée soviétique en mai 1945, est «un tocsin affirmant la vie en l'absence de guerre». Le président russe a souligné que la victoire remportée par le peuple soviétique symbolisait la fidélité envers la Patrie, l'unité du peuple multinational de Russie, son attachement à ses origines et à son histoire.*

## **Pas d'avenir pour Assad en Syrie, réaffirme Kerry**

*Le secrétaire d'Etat américain John Kerry a répété jeudi lors d'une visite à Rome que le président Bachar al-Assad ne pourra pas faire partie d'un gouvernement de transition en Syrie. Toutes les parties en présence travaillent «pour mettre en place un gouvernement de transition issu d'un consentement mutuel, ce qui signifie clairement selon notre opinion que le président Assad ne participera pas à un gouvernement de transition», a déclaré M. Kerry à la presse avant de rencontrer le chef de la diplomatie jordannienne Nasser Judeh.*

## **Al Akhbar**

La mort de Houssam mansour, décédé en accomplissant son «devoir jihadiste sur la terre de Cham, à Qoussair», a été annoncé hier (mercredi) à Tripoli. Cette annonce intervient alors que des informations circulent dans le chef-lieu du Liban-Nord sur le fait que le contact a été rompu avec un groupe de combattants qui ont quitté la ville pour aller se battre à Qoussair. A Saïda aussi on affirme être sans nouvelles d'un groupe de partisans du cheikh Ahmad al-Assir «au sud de la campagne de Homs», mais les milieux du dignitaire religieux ont démenti ces rumeurs.

A Tripoli, l'officier libanais à la retraite H.G., surnommé Abou Mkheiber, s'active dans l'organisation des «voyages du Jihad» en Syrie. Son rôle dépasse celui d'un simple officier de liaison. En effet, avec l'aide du Syrien Abou Omar Dandachi -qui habite Abi Samra-, il s'emploie à organiser les groupes armés, mettant à profit sa longue expérience militaire. Il fournit armes et munitions et structure les jeunes volontaires libanais et syriens enthousiastes. Abou Mkheiber est considéré comme «l'homme le plus dangereux de Tripoli» et a des liens «suspects» avec les plus dangereux repris de justice.

Abou Mkheiber a dernièrement formé un groupe de 40 combattants, Syriens pour la plupart, pour les envoyer à Qoussair via Ersal, après les informations sur l'ouverture d'un nouveau passage clandestin à la place de celui qui a été fermé par l'armée syrienne. Ce même Abou Mkheiber était entré à Qoussair, il y a trois mois, pour rejoindre un groupe de Tripolitains qui combattent dans la région, puis est allé à Homs, où il a combattu à Khalidiyé, avant d'être blessé et évacué vers Tripoli via Ersal.

Abou Mkheiber, qui habite Qobbé à Tripoli, entreprend des tournées dans la région de Wadi Khaled, en compagnie d'un autre officier libanais à la retraite, dans le but de localiser les brèches par lesquelles les combattants peuvent s'infiltrer après que l'armée syrienne eut repris le contrôle de la frontière.

## **Al Watan**

Une source officielle syrienne a exprimé son optimisme prudent vis-à-vis de l'accord russo-américain de règlement de la crise syrienne, après que la Russie eut annoncé avoir informé Damas de la teneur de cet accord.

La source officielle a déclaré: «Nous sommes optimistes à l'égard de ce qui s'est passé mais nous attendons davantage de détails.» La source a ajouté que «tôt ou tard, toutes les capitales du monde s'accorderont avec la position russe au sujet de ce qui se passe en Syrie, car elle est basée sur la loi internationale et le droit des peuples à l'autodétermination sans ingérence étrangère dans le droit des Etats à combattre le terrorisme».

## **Al Riyad (Quotidien saoudien)**

Un diplomate onusien a indiqué que «les violations israéliennes de l'intégrité territoriale du Liban ont augmenté ces derniers temps. Elles suscitent l'inquiétude et constituent des violations répétées de la résolution 1701 des Nations unies.» L'Onu s'emploie, à travers les canaux habituels, à régler cette question, précise la même source avant d'ajouter: «Les répercussions de la crise syrienne commencent à se faire sentir avec force au Liban. Une dégradation de la situation pourrait se produire surtout que le pays traverse un vide sécuritaire et à cause du retard pris dans la formation du gouvernement. Les Libanais doivent s'entendre sur la formation d'un gouvernement, l'organisation des élections dans les délais prévus et la mise en œuvre effective, et non pas seulement verbale, de la politique de distanciation à l'égard de la crise syrienne.»